

RAPPORT ANNUEL 2008



World Bank Group
Multilateral Investment
Guarantee Agency

SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LES CINQ INSTITUTIONS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE TRAVAILLENT ENSEMBLE EN ÉTROITE COLLABORATION POUR APPUYER DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT AUX QUATRE COINS DU MONDE DANS LE BUT D'ÉLIMINER LA PAUVRETÉ ET DE PARVENIR À UNE MONDIALISATION SOLIDAIRE ET VIABLE. LE GROUPE EST LE PREMIER POURVOYEUR DE FONDS DU MONDE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION, LE PLUS IMPORTANT FINANCIER EXTERIEUR POUR LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA ET UN ACTEUR MAJEUR DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION. IL SOUTIENT AUSSI ACTIVEMENT LES INITIATIVES D'ALLÈGEMENT DE DETTE ET APPORTE UN CONCOURS FINANCIER INÉGALÉ DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, DE LA DISTRIBUTION D'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.

Au cours de l'exercice 08, le Groupe de la Banque a dépensé 38,2 milliards de dollars en prêts, dons, prises de participation et garanties au profit de ses membres et d'entreprises privées des pays membres, soit une augmentation de 3,9 milliards de dollars (11,4 %) par rapport à l'exercice 07.

La Banque mondiale, qui comprend l'IDA et la BIRD, a accordé 24,7 milliards de dollars de prêts et de dons à ses pays membres. Les engagements de l'IDA dans les pays les plus pauvres du monde se sont élevés à 11,2 milliards de dollars, soit 5 % de moins que sur l'exercice précédent. Les engagements de la BIRD au cours de l'exercice 08 ont totalisé 13,5 milliards de dollars, en augmentation de 5 % par rapport au précédent exercice.

L'IFC a engagé 11,4 milliards de dollars et mobilisé 4,8 milliards de dollars supplémentaires pour des investissements du secteur privé dans des pays en développement, dont plus de 40 % dans des pays admis à emprunter à l'IDA.

La MIGA a émis près de 2,1 milliards de dollars de garanties pour soutenir des investissements dans le monde en développement, soit 730 millions de dollars de plus qu'en 2007. Sur ce total, 689,6 millions de dollars sont allés à des pays admis à emprunter à l'IDA.

LA COOPÉRATION AU SEIN DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Au cours de l'exercice 08, la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA ont collaboré dans les domaines suivants :

- Préparation des projets en amont afin d'assurer leur cohérence parfaite avec les stratégies d'aide-pays et les stratégies sectorielles.
- Nouvelle stratégie régionale d'intégration pour l'Afrique.
- Stratégies d'aide-pays et notes de stratégie intérimaire dans toutes les régions.
- Cadre d'action stratégique concernant le changement climatique et le développement pour le Groupe de la Banque mondiale, et Plan d'action du Groupe de la Banque mondiale pour les infrastructures durables.

Le Groupe de la Banque mondiale est composé de cinq institutions étroitement associées :



La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables.



L'Association internationale de développement (IDA), qui accorde des prêts sans intérêt et des dons aux États les plus pauvres de la planète.



La Société financière internationale (IFC), qui propose des prêts, des participations et des services d'assistance technique en vue de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.



L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui assure les investissements contre les risques politiques et fournit des garanties contre les pertes associées aux risques non commerciaux afin de faciliter l'investissement direct étranger (IDE) dans les pays en développement.



Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 08 À LA MIGA

AU COURS DE L'EXERCICE 08, LE VOLUME TOTAL DES GARANTIES ÉMISES POUR DES PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES DE LA MIGA S'EST ÉLEVÉ À 2,1 MILLIARDS DE DOLLARS, SOIT LA QUATRIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE D'AUGMENTATION DES ÉMISSIONS DE GARANTIES ET LA PLUS FORTE PROGRESSION DU MONTANT BRUT DES NOUVELLES ÉMISSIONS QU'AIT JAMAIS CONNU LA MIGA.

| TABLEAU 1 Garanties émises | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | Ex. 90-08 |
|---|------|------|------|------|------|------|-----------|
| Nombre de garanties émises | 59 | 55 | 62 | 66 | 45 | 38 | 922 |
| Nombre de projets soutenus | 40 | 41 | 41 | 41 | 29 | 24 | 580 |
| Nouveaux projets ¹ | 37 | 35 | 33 | 34 | 26 | 23 | - |
| Projets engagés précédemment ² | 3 | 6 | 8 | 7 | 3 | 1 | - |
| Montant des nouvelles émissions, brut (en milliards de dollars) | 1,4 | 1,1 | 1,2 | 1,3 | 1,4 | 2,1 | 18,8 |
| Montant des nouvelles émissions, total (en milliards de dollars) ³ | 1,4 | 1,1 | 1,2 | 1,3 | 1,4 | 2,1 | 19,5 |
| Engagements bruts (en milliards de dollars) ⁴ | 5,1 | 5,2 | 5,1 | 5,4 | 5,3 | 6,5 | - |
| Engagements nets (réassurances déduites) (en milliards de dollars) ⁴ | 3,2 | 3,3 | 3,1 | 3,3 | 3,2 | 3,6 | - |

¹ Projets bénéficiant de l'appui de la MIGA pour la première fois au cours de l'exercice 08 (y compris les expansions).

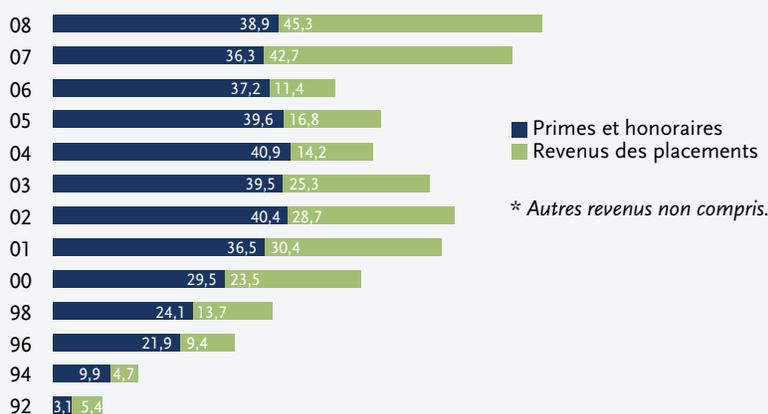
² Projets assurés par la MIGA au cours de l'exercice 08 et des exercices précédents.

³ Comprend les montants mobilisés par le biais du Programme coopératif de garanties.

⁴ Les engagements bruts correspondent aux plafonds d'engagement. Les engagements nets correspondent aux engagements bruts, minorés des opérations de réassurance.

Le résultat d'exploitation de la MIGA s'est établi à 55 millions de dollars au cours de l'exercice, contre 49 millions de dollars en 2007. Cette progression de 6 millions de dollars est due à une augmentation des primes acquises nettes et des revenus des placements, ainsi qu'à une baisse des dépenses administratives de l'Agence. Le résultat net pour l'exercice 08 a augmenté de 3,4 millions de dollars par rapport à l'exercice 07, principalement grâce à la hausse du revenu des garanties et des placements et à des gains de change. (Pour plus de détails, voir le rapport de gestion de la Direction.)

FIGURE 1 Primes acquises, commissions et revenus des placements*, en millions de dollars



Pays membres

L'Agence compte au total 172 membres. Au cours de l'exercice 08, la MIGA a accueilli un nouveau membre : la Nouvelle-Zélande. Le Mexique et l'Iraq ont franchi une étape importante dans la procédure d'adhésion en ratifiant la Convention de la MIGA. Pour devenir membres à part entière, ils doivent verser à l'Agence la contribution initiale en capital.

TABLEAU 2 Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 08, la MIGA a fourni une couverture pour des projets dans les domaines suivants :

| | Nombre de projets soutenus | Pourcentage du total des projets soutenus (%) | Montant des garanties émises (USD millions) | Pourcentage du total des garanties émises (%) |
|--|----------------------------|---|---|---|
| Domaines prioritaires¹ | | | | |
| Pays touchés par un conflit | 8 | 33 | 99,1 | 5 |
| Infrastructure | 6 | 25 | 757,2 | 36 |
| Investissements sud-sud ² | 7 | 29 | 520,7 | 25 |
| Pays admis à emprunter à l'IDA ³ | 15 | 63 | 689,6 | 33 |
| Régions | | | | |
| Asie et Pacifique | 3 | 13 | 36,6 | 2 |
| Europe et Asie centrale | 9 | 38 | 1 254,6 | 60 |
| Amérique latine et Caraïbes | 1 | 4 | 158,5 | 8 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | 2 | 8 | 430,7 | 21 |
| Afrique subsaharienne | 9 | 38 | 218,0 | 10 |
| Secteurs | | | | |
| Agro-industrie, industries manufacturières et services | 8 | 33 | 71,2 | 3 |
| Finances | 10 | 42 | 1 269,9 | 61 |
| Infrastructure | 6 | 25 | 757,2 | 36 |
| Pétrole, gaz et industries extractives | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 24 | 100 | 2 098,3 | 100 |

¹ Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires.

² Investissements réalisés entre pays en développement.

³ Pays les plus pauvres du monde.

Autres faits marquants de l'exercice

Aucune indemnité n'a été versée au cours de l'exercice 08

La MIGA a résolu avec succès des différends portant sur des projets garantis dans trois pays

La MIGA a suivi la situation dans neuf pays où elle pourrait être amenée à verser des indemnités, et s'est employée à faciliter des règlements amiables

La MIGA a soutenu des investissements pour la première fois en République centrafricaine, à Djibouti et au Rwanda

Six projets ont été soutenus via le Programme d'appui aux petits investissements

Partenariats

Souscription de contrats de réassurance facultative et mobilisation de capacités supplémentaires pour des projets MIGA, auprès de 12 assureurs partenaires du secteur privé, un assureur public et un assureur multilatéral

Premier partenariat avec Hannover Re, Swiss Re, et la Société islamique d'assurance des investissements et du crédit à l'exportation (ICIEC) pour réassurer des investissements du portefeuille de la MIGA

Partenariat avec la Banque européenne d'investissement, le Gouvernement japonais et l'Autorité palestinienne pour redéfinir le Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza

LETTRE DU PRÉSIDENT AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

CETTE ANNÉE MARQUE LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MIGA. L'AGENCE A ÉTÉ CRÉÉE POUR CONTRIBUER À LA MISSION DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE D'ÉLIMINER LA PAUVRETE EN ENCOURAGEANT LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS NÉGLIGÉS. LES MÉCANISMES D'ASSURANCE CONTRE LE RISQUE POLITIQUE PROPOSÉS PAR LA MIGA COMPLÈTENT L'OFFRE DE PRODUITS DES AUTRES INSTITUTIONS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, EN FACILITANT LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DANS LES ÉCONOMIES QUI PEINENT À ATTIRER LES CAPITAUX ÉTRANGERS — PAYS D'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE, PAYS SORTANT DE CONFLIT ET PAYS LES PLUS PAUVRES DU MONDE. DEPUIS VINGT ANS MAINTENANT, LA MIGA EST UN PARTENAIRE INDÉFACTIBLE DU GROUPE DE LA BANQUE.

En 2008, le Groupe de la Banque a défini six priorités stratégiques. Nous mettons plus particulièrement l'accent sur les pays les plus pauvres, surtout ceux d'Afrique. Ouvrir des perspectives à ces pays, c'est favoriser non seulement leur développement social, mais aussi leur croissance : infrastructure, énergie, intégration régionale en lien avec les marchés mondiaux, et un secteur privé bien portant. Le Groupe de la Banque concentre ses efforts sur les États fragiles et sortant de conflit — Libéria, Afghanistan, Haïti, Kosovo, etc. Nous sommes attentifs aussi aux difficultés des pays à revenu intermédiaire, pour lesquels nous développons tout un ensemble de services de savoir et de services financiers ; ce faisant, nous les aidons à étendre leurs activités dans d'autres pays afin d'élargir et de diversifier les composantes du système économique international. Nous développons nos actions dans le domaine des biens publics mondiaux et régionaux, qu'il s'agisse du VIH/SIDA, de la grippe aviaire, du paludisme, de la tuberculose et des systèmes de



santé, ou des problèmes posés par l'évolution du climat de la planète. Nous nous tournons davantage vers le monde arabe, où nous élargissons les domaines de coopération, notamment dans la finance islamique, l'eau et l'éducation. Enfin, le Groupe de la Banque mondiale renforce ses capacités d'apprentissage, accumulant de l'expérience et des connaissances, soucieux de mettre au service du développement les meilleurs savoirs qui existent au niveau mondial.

La MIGA a joué un rôle important à ces différents égards. Les projets soutenus par la MIGA répondent à la nécessité de compenser les faibles niveaux d'investissement enregistrés dans les pays les plus pauvres du monde, tels que Djibouti ou la République centrafricaine. L'Agence favorise la reconstruction et le développement économique dans les marchés pionniers et les pays touchés par un conflit. La MIGA a également proposé des services variés et originaux à ses clients à revenu intermédiaire, par exemple

une garantie couvrant le montage financier d'un projet conforme à la charia. Et elle aide des pays comme la Chine à trouver des solutions à ses problèmes environnementaux, tout en encourageant les investissements dans des projets qui exploitent des sources d'énergie renouvelables, favorisent les économies d'énergie et améliorent l'efficacité énergétique.

Lors de mes déplacements pendant l'année écoulée, j'ai pu constater combien les projets de la MIGA pouvaient contribuer de manière essentielle au progrès économique et social. Ces projets ouvrent des perspectives à nos clients en impliquant les communautés en partenariat avec le secteur privé, en créant des emplois, en fournissant de l'eau, de l'électricité et d'autres services de base, en permettant un transfert de compétences et de savoir-faire technologique, et en exploitant les ressources naturelles d'une manière respectueuse de l'environnement.

Dans la conduite de toutes ces activités, la MIGA est guidée par une forte volonté de résultats. Au cours des vingt dernières années, l'Agence a émis près de 20 milliards de dollars de garanties pour des investissements réalisés dans 100 pays. Sur ce montant, plus de 6 milliards de dollars sont allés à quelque 210 projets entrepris dans des pays IDA, dont 2,6 milliards de dollars à une centaine de projets en Afrique. La MIGA a soutenu les efforts de reconstruction dans 24 pays sortant de conflit. Elle a facilité un montant d'IDE estimé à 80 milliards de dollars.

Au cours des vingt dernières années, l'Agence a émis près de 20 milliards de garanties pour des investissements dans 100 pays. Sur ce montant, plus de 6 milliards de dollars sont allés à quelque 210 projets dans des pays IDA, dont 2,6 milliards de dollars à une centaine de projets en Afrique.

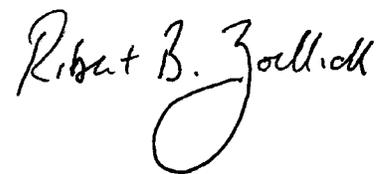
L'année 2008 a été exceptionnellement fructueuse pour la MIGA. Les nouvelles émissions de garanties ont atteint 2,1 milliards de dollars — un niveau qui témoigne des besoins et de la demande pour les garanties d'investissement de la MIGA. Je tiens à remercier tous ceux qui ont rendu ce succès possible.

Je souhaite en particulier rendre hommage à Mme Yukiko Omura pour le dévouement dont elle a fait preuve en tant que vice-président exécutif de la MIGA. Son mandat s'est achevé à la fin de l'exercice 08, à l'issue de quatre années marquées pour l'Agence par d'excellents résultats, notamment sur le plan de la diversification du portefeuille et du développement des activités de l'Agence dans les pays les plus pauvres du monde. Son dynamisme et sa clairvoyance ont aidé la MIGA à suivre la demande du marché dans un environnement en rapide évolution.

Nous avons imprimé un élan positif cette année, mais beaucoup reste à faire. Il importe de maintenir le cap et de poursuivre nos efforts

afin d'éliminer la pauvreté et la faim malgré la flambée des prix alimentaires, d'améliorer l'accès à l'éducation, à la santé et aux infrastructures de base, d'augmenter l'efficacité énergétique et atténuer les effets du changement climatique, et d'aider les États au bord de l'effondrement.

Je sais que les équipes de la MIGA mettent toute leur énergie à aider les pays confrontés à ces immenses difficultés. Je ne doute pas que les actionnaires et les partenaires de la MIGA continueront de nous soutenir dans la mission collective que nous nous sommes fixée de vaincre la pauvreté et de promouvoir une mondialisation solidaire et viable qui donne leurs chances à tous nos pays clients et à leurs populations.



Robert B. Zoellick
30 juin 2008

FAITS MARQUANTS DES ACTIVITÉS DU CONSEIL

Au cours de l'exercice 08, le Conseil d'administration de la MIGA a examiné et approuvé des garanties d'investissement pour 27 projets. Il a également examiné et supervisé le processus de planification et d'établissement du budget de l'Agence multilatérale de garantie des investissements pour le prochain exercice budgétaire, et approuvé les directives opérationnelles de l'Agence pour les exercices 09 à 11. Au cours de l'exercice, le Conseil a également approuvé l'intégration du Programme d'appui aux petits investissements dans les activités courantes de la MIGA.

Durant l'exercice, la MIGA a collaboré avec la BIRD, l'IDA et l'IFC à l'élaboration de plusieurs documents de stratégie d'aide-pays et de partenariat qui ont été examinés par le Conseil. Outre les rapports financiers trimestriels, la Direction de la MIGA a présenté au Conseil une note technique sur les produits de garantie du Groupe de la Banque mondiale. Enfin, le Conseil a examiné les rapports annuels 2007 et 2008 établis par le Groupe indépendant d'évaluation de la MIGA.

Les programmes et les activités de la MIGA sont guidés par un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'administration représentant les 172 pays membres de l'Agence. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 24 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la participation au capital du pays ou du groupe de pays que chaque Administrateur représente. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de l'Agence.

Les Administrateurs sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures suivies. Le Comité

d'audit fournit aux Administrateurs des conseils sur la gestion financière et d'autres points de gouvernance pour éclairer les décisions du Conseil sur les questions relatives à la politique financière et au contrôle financier. Le Comité du budget examine les aspects des procédures internes, des directives administratives, des normes et des questions budgétaires qui ont un impact significatif sur les opérations du Groupe de la Banque du point de vue du rapport coût-efficacité. Le Comité pour l'efficacité du développement conseille les Administrateurs au sujet de l'évaluation des opérations et de leur impact réel sur le développement, dans le but de suivre les progrès accomplis par la MIGA dans sa mission de réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel conseille les Administrateurs sur les questions de rémunération et d'autres aspects importants de la politique du personnel. Par ailleurs, des Administrateurs siègent au Comité de la gouvernance et des questions administratives concernant les Administrateurs.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MIGA au 30 juin 2008

De gauche à droite : (*debout*) Gino Alzetta, Svein Aass, Giovanni Majnoni, Herman Wijffels, Alexey Kvasov, James Hagan, Sid Ahmed Dib, Michael Hofmann, Masato Kanda, Mohamed Kamel Amr, E. Whitney Debevoise, Ambroise Fayolle, Michel Mordasini, Samy Watson, Felix Alberto Camarasa ; (*assis*) Dhanendra Kumar, Abdulrahman Almfadhi, Zou Jiayi, Mat Aron Deraman, Caroline Sergeant, Jorge Botero, Mulu Ketsela, Louis Phillippe Ong Seng ; (*absent*) Jorge Familiar.

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF



L'ANNÉE QUI VIENT DE S'ÉCOULER A ÉTÉ FASTE POUR LA MIGA SUR LE PLAN DES ÉMISSIONS DE GARANTIES ET DE LA CROISSANCE DE L'ENCOURS DU PORTEFEUILLE. LES GARANTIES ÉMISES PAR L'AGENCE SONT PASSÉES DE 1,4 MILLIARD DE DOLLARS EN 2007 À 2,1 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2008, SIGNE MANIFESTE DU BIEN-FONDÉ DE SA MISSION SPÉCIFIQUE. IL S'AGIT DE LA QUATRIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE DE CROISSANCE POUR L'AGENCE, DONT L'ENCOURS DÉPASSE AUJOURD'HUI LES 6,5 MILLIARDS DE DOLLARS. NOTRE SITUATION FINANCIÈRE EST ÉGALEMENT RESTÉE SOLIDE AVEC UN RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET UN REVENU DES PLACEMENTS PLUS QU'HONORABLES.

Mais le volume d'activités seul ne suffit pas à mesurer notre impact sur le développement. Nos réalisations dans les domaines prioritaires et les résultats obtenus sur le terrain sont pour nous tout aussi importants. On estime que chaque dollar garanti par la MIGA facilite 4 dollars d'investissement étranger dans un pays, et ces dollars sont porteurs d'avancées importantes sur le front du développement : des infrastructures de base sortent de terre, des secteurs financiers sont remis d'aplomb, et des gouvernements peuvent allouer les fonds limités dont ils disposent à des programmes sociaux essentiels.

Au cours de mes déplacements, j'ai vu très concrètement en quoi nous pouvions faire une différence. À Madagascar par exemple, une petite centrale hydroélectrique au fil de l'eau apporte au pays une solution partielle à la demande croissante d'électricité, d'une manière économique et respectueuse de l'environnement. Non seulement le projet satisfait près de 10 % des besoins d'électricité nationaux, mais ses promoteurs apportent une assistance aux écoles d'un village voisin en distribuant des fournitures.

La MIGA s'est engagée dans ce projet en 2002 en accordant des garanties pour la mise de fonds de l'investisseur et le prêt souscrit par les actionnaires. C'était la première fois qu'un investisseur privé étranger venait monter un projet à Madagascar dans le secteur de l'énergie, et l'effet de démonstration a été si positif que le même investisseur est revenu faire appel à la MIGA en 2008 pour un autre projet électrique dans le pays. Telle est la raison d'être de la MIGA : encourager l'investissement direct étranger dans les pays en développement, et plus spécialement dans les pays les plus pauvres pénalisés par l'image de risque qui leur est associée.

En présentant le rapport annuel 2007 l'année dernière, j'avais signalé notre intention de centrer davantage notre action en 2008 sur les marchés actuellement négligés, en particulier les pays admis à emprunter à l'IDA et les pays d'Afrique subsaharienne. Je suis heureuse de pouvoir annoncer que ces objectifs ont été atteints voire, dans certains cas, dépassés. À titre d'exemple, notre soutien à des investissements dans les pays IDA s'est élevé cette année à 690 millions de dollars, en nette hausse par rapport aux 387 millions de dollars de l'exercice 07. Et l'Afrique subsaharienne représente 38 % des nouveaux projets soutenus par la MIGA au cours de cet exercice.

Nous sommes restés attachés à notre mission dans un environnement mondial en totale mutation, en privilégiant les domaines où nous avons le plus d'impact : les marchés pionniers, les pays touchés par un conflit, les projets d'infrastructure complexes, et les investissements sud-sud. Cette année, nous avons émis plus de 100 millions de dollars de garanties pour des pays touchés par un conflit. Nous avons continué à développer nos concours aux projets d'infrastructure, qui représentent 36 % des garanties émises en 2008.

Ces résultats ont été enregistrés sur fond de turbulences financières dans les pays à revenu élevé et de flambée des cours mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie. Les tensions sur les marchés financiers occasionnées par le resserrement du crédit ont eu pour effet non seulement de réduire la disponibilité des prêts, mais aussi de diminuer la marge de manœuvre des assureurs couvrant les risques politiques. En même temps, une dégradation générale s'est fait sentir dans la perception des risques non commerciaux. Plus que jamais aujourd'hui, la MIGA apporte une plus-value en améliorant le profil

de risque des projets, en abaissant le coût de l'argent et en aidant des projets viables à se matérialiser.

Dans le contexte financier tendu de cette année, la capacité de la MIGA à attirer des investissements directs étrangers rentables et bénéfiques au développement ne s'est pas démentie. Le montant total des nouvelles émissions de garanties de l'exercice 08 a ainsi atteint un niveau record avec 2,1 milliards de dollars.

Au cours de l'exercice écoulé, nous nous sommes employés sans relâche à rester à l'écoute des demandes de nos clients et d'un environnement en pleine évolution. Nous avons pris des mesures pour offrir des services plus diversifiés et novateurs à nos clients. Pour la première fois, la MIGA a émis une garantie pour un projet conforme à la charia, répondant ainsi à la demande croissante de produits adossés à des transactions autorisées par le droit islamique. Ces types d'innovations nous aident à remplir notre mission en

soutenant des projets critiques, bénéfiques sur le plan du développement, dans des pays que les investisseurs jugent habituellement trop risqués.

Sur le plan interne, nous avons beaucoup travaillé à améliorer nos modes opératoires. Pour renforcer le rôle de la MIGA en tant qu'agence multilatérale d'aide au développement, nous nous appuyons sur un modèle économique fondé sur l'ouverture et la transparence. Nos débuts en la matière ont été probants cette année puisque nous avons mis en place deux politiques générales, l'une relative à nos normes de viabilité sociale et environnementale, et l'autre portant sur la communication d'informations.

Nous avons poursuivi également nos efforts en vue de renforcer notre efficacité et la pertinence de nos activités. Cette année, la MIGA a établi un nouveau cadre de gestion des risques de portefeuille, destiné à mesurer et gérer les risques de son portefeuille de garanties selon une approche complète.

Le bilan de l'exercice 08 atteste du travail accompli par les équipes de la MIGA, de leur dévouement et de leur professionnalisme. Je tiens à les remercier ici de leur soutien et de leur engagement. Je souhaite également exprimer ma gratitude au Conseil d'administration et à tous nos partenaires pour leur soutien sans faille.

J'arrive au terme de mon mandat à la MIGA. À la veille de mon départ, j'ai la conviction que la MIGA a de bons atouts en mains pour continuer à apporter une contribution majeure au développement. C'est un grand honneur pour moi d'avoir pu servir dans une institution qui œuvre à promouvoir la croissance économique et à améliorer les conditions de vie des plus démunis. Je souhaite de beaux succès à la MIGA dans la poursuite de sa mission.



Yukiko Omura
30 juin 2008

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE LA MIGA



YUKIKO OMURA
Vice-président exécutif



JAMES P. BOND
Directeur général



EDITH QUINTRELL
Directeur, Opérations



PETER D. CLEARY
Directeur et Conseiller juridique, Affaires juridiques et indemnisations



FRANK J. LYSY
Économiste en chef et Directeur, Économie et politique générale



KEVIN LU
Directeur financier par intérim et Directeur,
Finance et gestion des risques



MOÏNA VARKIE
Directeur, Actions d'information et partenariats extérieurs



MARCUS WILLIAMS
Conseiller, Stratégie et opérations



KRISTALINA GEORGIEVA
Vice-président et Secrétaire

IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT : LA MIGA ET LES DÉFIS MONDIAUX



*LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE ŒUVRE À PROMOUVOIR
UNE MONDIALISATION SOLIDAIRE ET VIABLE AFIN D'ÉLIMINER
LA PAUVRETÉ, D'ACCÉLÉRER LA CROISSANCE TOUT EN RESPECTANT
L'ENVIRONNEMENT, ET DE DONNER DES CHANCES ET DE L'ESPOIR
AUX PLUS DÉFAVORISÉS.*

ROBERT ZOELICK, PRÉSIDENT

CENT JOURS APRÈS SA NOMINATION AU POSTE DE PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, ROBERT ZOELICK A DÉFINI UN PROGRAMME D'ACTION VISANT À S'ATTAQUER A DIFFÉRENTS ENJEUX CRUCIAUX POUR LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT. CE PROGRAMME REPOSE SUR LA CONVICTION QUE LA MONDIALISATION OUVRE DES PERSPECTIVES QUI SONT MENACÉES PAR L'EXCLUSION, LA MISÈRE ET LES ATTEINTES PORTÉES À L'ENVIRONNEMENT. LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE A LE DEVOIR DE VEILLER À CE QUE LES POPULATIONS LES PLUS PAUVRES NE SOIENT PAS LAISSÉES DE CÔTÉ PAR LA MONDIALISATION, POUR DES RAISONS DE RESPECT DE LA PERSONNE HUMAINE, ET AUSSI AFIN D'ASSURER LA STABILITÉ SOCIALE, DE RÉDUIRE L'INCIDENCE ET LA PROPAGATION DES MALADIES, ET DE GARANTIR L'UTILISATION RAISONNABLE DE NOS RESSOURCES COMMUNES.

Le Groupe de la Banque mondiale a un rôle à jouer, plus spécialement en ce qui concerne les pays les plus pauvres, les États fragiles et touchés par un conflit, les pays à revenu intermédiaire, les biens publics mondiaux et le monde arabe. Le Groupe de la Banque peut également puiser davantage dans son immense réservoir de savoirs et de compétences pour appuyer ses activités dans tous les domaines du développement.

Au sein du Groupe de la Banque mondiale, la MIGA a pour vocation de proposer des assurances au secteur privé, et en tant que telle, elle dispose d'une panoplie unique d'outils et de solutions pour servir l'objectif d'une mondialisation solidaire et viable. Les six domaines stratégiques énoncés ci-dessus sont dans le droit fil des priorités opérationnelles de la MIGA qui sont de favoriser les investissements dans les pays les plus pauvres du monde, les pays touchés par un conflit, les projets d'infrastructure complexes et les projets sud-sud (investissements entre pays en développement).

PAYS LES PLUS PAUVRES

La Banque mondiale, la MIGA et l'IFC travaillent en complémentarité à faciliter la croissance et à attirer des

capitaux privés dans les pays les plus pauvres du monde. En assurant les risques politiques, la MIGA encourage les investissements directs étrangers responsables et viables, propres à favoriser la croissance, à créer des emplois et à améliorer les conditions de vie des populations dans les pays en développement.

Selon le rapport Financement du développement dans le monde 2008, les apports de capitaux privés aux pays en développement ont atteint un niveau record en s'établissant à 1 billion de dollars après quatre autres années de très forte progression. Néanmoins, il faut rappeler que l'essentiel des capitaux privés vont à quelques économies parmi les plus importantes. Privilégiant les marchés négligés, la MIGA encourage les investisseurs et les prêteurs à venir dans des pays où ils ne s'aventureraient pas normalement.

Depuis sa création, la MIGA a émis 5,9 milliards de dollars de garanties pour des investissements réalisés dans des pays admis à emprunter à l'IDA. Aujourd'hui, les engagements bruts de l'Agence dans les pays IDA s'élèvent à 2,3 milliards de dollars, soit 36 % de l'encours du portefeuille. Au cours du seul exercice 08, 63 % de l'ensemble des projets soutenus par la MIGA ont concerné des pays IDA.



PAYS LES PLUS PAUVRES

Au nombre des investissements soutenus cette année, signalons un projet de télécommunications en République centrafricaine, pays où environ les deux tiers des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'Agence a fourni 38 millions de dollars de couverture pour un réseau de télécommunications ultra-moderne basé sur la technologie numérique GSM. Le projet permettra également d'offrir à la population des services Internet, élément particulièrement important pour un pays cloisonné comme la République centrafricaine qui veut s'intégrer aux économies régionale et mondiale. Les abonnés devraient ainsi bénéficier de services plus fiables à des coûts réduits, et la croissance des autres secteurs industriels devrait aussi s'en trouver stimulée, avec des retombées positives sur l'emploi et le développement économique.

Au total, ce sont plus de 210 projets qui ont bénéficié de garanties de la MIGA dans des pays admis à

emprunter à l'IDA. Au Viet Nam, la MIGA soutient le projet de centrale Phu My 3, qui nécessite des financements très importants et fait intervenir différents acteurs, des investisseurs aux organismes publics en passant par des prêteurs et des courtiers. Le projet, composante du complexe électrique de Phu My financé par le Groupe de la Banque mondiale, fournit déjà 8 à 10 % de l'électricité du pays et revêt une importance particulière compte tenu des besoins énergétiques croissants du pays, que les ressources nationales, hydroélectriques et autres, ne parviennent pas à satisfaire.

Une autre priorité stratégique de l'Agence est d'encourager l'investissement direct étranger en Afrique — continent qui reste perçu comme une région à haut risque et à coût élevé pour mener des activités économiques. Pour les investisseurs, il est extrêmement important d'atténuer les risques politiques réels et perçus.

La MIGA bénéficie d'une grande expérience dans la région, et a émis 2,5 milliards de dollars de garanties au titre d'une centaine de projets pour couvrir des projets d'investissement dans tous les secteurs sur l'ensemble du continent.

La MIGA a été particulièrement active dans le secteur de l'infrastructure en Afrique, avec plus d'un milliard de dollars de garanties émises pour soutenir des investissements dans les télécommunications, l'électricité, la voirie, les ports et d'autres infrastructures. Au cours des dernières années, la MIGA a ainsi travaillé avec des investisseurs pour apporter une source d'électricité stable aux populations ougandaises privées d'énergie. L'Agence s'est associée en 2007 à ses homologues du Groupe de la Banque mondiale pour financer le projet de centrale hydroélectrique de 250 mégawatts de Bujagali, qui doit contribuer à réduire les coupures de courant et abaisser les coûts. La garantie de 115 millions de dollars fournie par la MIGA a été jugée déterminante pour obtenir une partie de l'investissement nécessaire.

Le concours apporté à ce projet par la MIGA a fait suite à de précédentes garanties ayant couvert des investissements dans le réseau national de distribution d'électricité. En 2005 et en 2007, la MIGA a accordé une couverture de 80 millions de dollars au projet de distribution d'électricité d'Umeme, qui prévoit 13 000 km de nouvelles lignes aériennes à travers le pays et 60 000 nouveaux raccordements d'ici les cinq prochaines années. Il permettra à des foyers, des écoles, des dispensaires, des hôpitaux, et des pompes à eau d'être raccordés au réseau, tout en diminuant les pertes. C'est par ce type d'approche globale du développement que la MIGA entend opérer.

Au cours de l'exercice, l'Afrique a représenté 38 % des nouveaux projets soutenus par la MIGA.

ÉTATS FRAGILES ET SORTANT DE CONFLIT

Depuis les tout débuts de son existence, le Groupe de la Banque mondiale s'est employé à aider à la reconstruction des pays sortant d'un conflit. Aujourd'hui, il travaille également à éviter l'effondrement des États.

L'investissement direct étranger peut avoir un impact majeur sur la reconstruction des pays fragiles ou touchés par un conflit, en apportant les capitaux privés, les emplois, les technologies et les nouvelles compétences qui leur font cruellement défaut. La création d'emplois représente un « dividende de la paix » important, offrant une alternative au conflit réellement payante.

La MIGA peut jouer un rôle décisif en encourageant les investisseurs étrangers à revenir dans un pays après une période de conflit. Depuis sa création, la MIGA a émis des garanties au profit de 159 projets pour un montant total de 2,9 milliards de dollars dans 24 pays touchés par un conflit. Les bénéfices ont été immenses en termes de développement, puisque ces projets ont fourni des infrastructures de base, remis sur pied des secteurs financiers sinistrés, permis aux gouvernements d'affecter les fonds limités dont ils disposent à des programmes sociaux essentiels, et restauré la confiance du secteur privé.

En Afghanistan par exemple, les garanties émises par la MIGA font beaucoup pour favoriser le retour des investisseurs privés dans ce pays après plusieurs décennies de conflit. La MIGA aide les investisseurs à vaincre leurs inquiétudes au sujet des risques politiques.

Depuis sa création, la MIGA a émis 5,9 milliards de dollars de garanties pour des investissements réalisés dans des pays admis à emprunter à l'IDA. Aujourd'hui, les engagements bruts de l'Agence dans les pays IDA s'élèvent à 2,3 milliards de dollars, soit 36 % de l'encours du portefeuille.



Au cours de l'exercice 08, la MIGA, en association avec le Mécanisme spécial de garantie des investissements pour l'Afghanistan, a émis 1,7 million de dollars de garanties pour soutenir un projet original destiné à approvisionner le pays en matériaux de construction durables pour permettre sa reconstruction. Il s'agit d'une installation portative autoalimentée qui fabrique des parpaings de terre comprimée : les GeoBricks. Le projet doit fournir au secteur du bâtiment un matériau de construction moins cher, de meilleure qualité et affichant une efficacité énergétique supérieure. Si l'expérience s'avère concluante, le projet sera étendu aux pays voisins.

Depuis 2006, la MIGA a émis plus de 75 millions de dollars de garanties pour soutenir des investissements dans l'agro-industrie, les télécommunications, la banque et les services en Afghanistan. La majorité des garanties tourne autour d'1 million de dollars ou moins, à l'exception d'un investissement particulièrement important dans les télécommunications qui a bénéficié du soutien de la MIGA l'année dernière. Ce projet de 85 millions de dollars garanti par la MIGA a représenté environ un tiers du total des apports d'IDE dans ce pays entre mars 2006 et mars 2007 (année civile afghane).

Également pendant l'exercice 08, la MIGA a apporté 25 millions de dollars de garanties pour l'établissement d'une concession dans la province de Katanga, en République démocratique du Congo, pour la distribution et la maintenance de matériel de terrassement et de production d'électricité. Le projet fournira directement des équipements utilisables pour la construction ou la rénovation des routes et des voies ferrées ainsi que des installations électriques, qui se trouvent en mauvais état après des années de conflit et d'instabilité. Les petits groupes électrogènes intéresseront de nombreuses entreprises et particuliers qui n'ont pas accès actuellement à l'électricité ou qui subissent de fréquentes coupures de courant.

La MIGA travaille avec des pays touchés par un conflit aux quatre coins du monde, mais c'est peut-être en Bosnie-Herzégovine que sa présence a été la plus remarquée. L'Agence y a joué un rôle particulièrement important en aidant le système

financier naissant du pays à sortir de terre après des années de chaos. Depuis 2001, l'Agence a accordé plus de 329 millions de dollars de garanties à trois des quatre principales banques nationales pour des dizaines de projets d'investissements bancaires et de crédit-bail.

Le soutien apporté aux banques par la MIGA a contribué à améliorer la confiance des consommateurs dans le système bancaire, à développer de nouveaux outils comme le crédit-bail, à dispenser des formations et à introduire de nouveaux modes de fonctionnement dans la vie économique. Pour les investisseurs locaux de taille moyenne ou grande, pourvoyeurs de biens et services essentiels ainsi que d'emplois, la possibilité d'obtenir des financements de longue durée a permis de dégager les capitaux nécessaires aux entreprises pour démarrer. Les petites et moyennes entreprises sont également gagnantes car elles ne disposent souvent pas des fonds ou des antécédents de solvabilité indispensables pour acheter de nouveaux équipements de production. Les banques étrangères sont souvent la seule solution pour les petites entreprises cherchant à acheter des camions, des tracteurs ou d'autres matériels lourds en crédit-bail.

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE

Les pays à revenu intermédiaire présentent un profil spécifique. Ils sont en mesure d'obtenir des financements attractifs et des investissements, et ont besoin d'une assistance technique plus sophistiquée que les services de prêt traditionnels des institutions d'aide au développement. En même temps, ces États demeurent confrontés à des enjeux de développement majeurs, en particulier pour la mise en place de

Les pays à revenu intermédiaire demeurent confrontés à des enjeux de développement majeurs, en particulier pour la mise en place de services sociaux et d'infrastructures essentiels.



services sociaux et d'infrastructures essentiels. Et si la grande majorité des flux d'IDE sud-sud proviennent des pays à revenu intermédiaire, ils restent aléatoires.

Le Groupe de la Banque mondiale a la tâche d'identifier et de proposer une gamme compétitive de solutions de développement pour les pays à revenu intermédiaire, comportant des services personnalisés ainsi que des financements.

La MIGA ajoute une dimension importante au panel d'outils offert par le Groupe de la Banque aux pays à revenu intermédiaire. Ces pays sont souvent le lieu d'investissements complexes de grande envergure mettant en jeu des relations contractuelles avec des organismes publics locaux ou régionaux. Ces collectivités territoriales ou « entités infrasouveraines » peuvent subir des pressions politiques ou manquer d'expérience dans la gestion des contrats ou le montage et le suivi des gros projets portant sur les services collectifs, d'où un risque de mauvaise volonté ou de malentendus. Les équipes de la MIGA ont suffisamment de pratique pour aider les parties à régler les différends pouvant surgir à l'occasion d'investissements garantis.

Elles en ont fait notamment la démonstration en 2005, lorsqu'un conflit est apparu entre une compagnie d'eau bénéficiant d'une garantie de la MIGA et une collec-

tivité locale chinoise, associées dans le cadre d'une co-entreprise. Chacune des parties prétendait que l'autre avait enfreint les dispositions contractuelles, provoquant un retard dans la construction de l'usine d'épuration des eaux usées qui devait fournir de l'eau potable à près d'un demi-million de personnes.

La MIGA a travaillé avec les parties concernées pour trouver une solution amiable, et le différend a effectivement été réglé grâce à la coopération et à la bonne volonté de l'investisseur étranger, de l'État chinois et des autorités provinciales. L'usine d'épuration a ainsi pu être mise en service récemment et approvisionne aujourd'hui en eau potable 450 000 habitants du comté de Deqing, dans la province de Zhejiang.

Un autre domaine d'intervention clé de la MIGA est le soutien aux investissements sud-sud. Les marchés émergents, en particulier les pays à revenu intermédiaire, sont en passe de devenir une source importante d'IDE pour le reste du monde. Les investissements sud-sud représentent actuellement environ un tiers du total de l'IDE allant aux pays en développement. La demande de couverture contre les risques politiques afin de protéger ces investissements internationaux est également en hausse. Le soutien apporté par la MIGA à l'IDE sud-sud représente à présent 1,24 milliard de dollars, soit 19 % de l'encours du portefeuille de garanties.

La MIGA a été particulièrement active auprès des investisseurs sud-africains. Depuis sa création, la MIGA a émis 578 millions de dollars de garanties au profit de 13 projets concernant des sociétés basées en Afrique du Sud. Sur l'ensemble des investissements soutenus par la MIGA en Afrique subsaharienne, 20 % ont impliqué des investisseurs sud-africains.

Les garanties de la MIGA sont un outil précieux pour les investisseurs sud-africains qui souhaitent faire des investissements viables dans la région. La plupart des marchés intérieurs arrivant à saturation, ces investisseurs sont en quête d'opportunités en dehors du pays, plus spécialement dans les domaines de la finance, du commerce de détail,

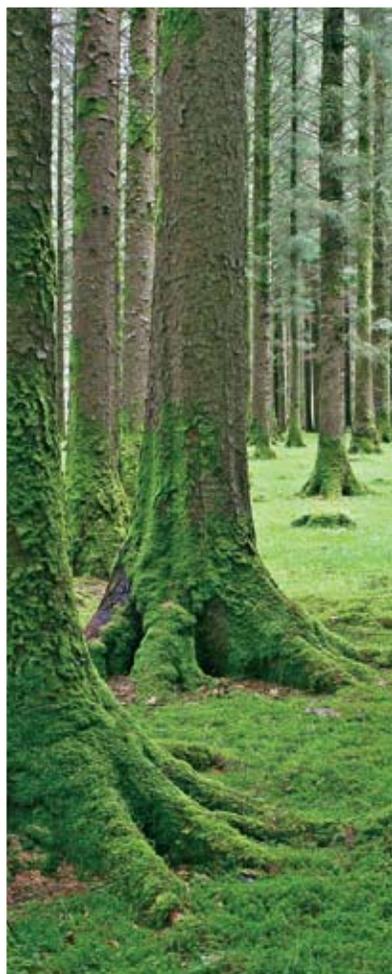
de l'extraction minière, des télécommunications, de la pharmacie et de l'agro-industrie. Les investissements sud-africains contribuent au développement par différents biais tels que la création d'emplois et les transferts de technologie, tout en encourageant le développement économique intra-régional.

BIENS PUBLICS MONDIAUX

Les biens publics mondiaux sont des biens universellement reconnus, produits en quantité insuffisante. Il s'agit par exemple des vaccins contre les maladies infectieuses, ou encore des réductions des émissions de dioxyde de carbone — qui sont la principale cause du réchauffement de la planète. La protection et l'amélioration des biens publics mondiaux passent par des actions multilatérales et des partenariats mondiaux associant des autorités gouvernementales, des organisations comme le Groupe de la Banque mondiale, et des entreprises responsables sur le plan social et environnemental.

À cet égard, la MIGA apporte son concours principalement en créant de nouveaux types de garanties et en soutenant des projets qui auront un effet de démonstration dans le domaine du changement climatique. L'Agence s'emploie à aider les pays en développement à limiter leurs émissions de carbone en encourageant les investissements dans des projets qui exploitent des sources d'énergies renouvelables, qui favorisent les économies d'énergie et qui se traduisent par une plus grande efficacité énergétique.

À titre d'exemple, l'agence a fourni cette année 88 millions de dollars de garanties pour un projet portant sur la conception, la construction, la gestion et l'exploitation d'une centrale de base géothermique au Kenya. L'objectif est de réduire les graves coupures d'alimentation qui sont un frein à la croissance économique du pays, dont seulement 15 % de la population a accès à l'électricité. En utilisant ses ressources géothermiques intérieures, le Kenya va pouvoir diminuer les risques liés aux fluctuations du prix des combustibles fossiles et limiter les émissions de gaz à effet de serre associées à ces combustibles.



En El Salvador, la MIGA a accordé 2 millions de dollars de garanties d'investissement pour un projet destiné à récupérer et brûler le gaz généré par les ordures ménagères dans une décharge située aux abords de San Salvador. Le projet a déjà permis de réduire d'environ 3 % les émissions de CO₂ du pays. La deuxième phase du projet va consister à utiliser le méthane généré par la décharge pour produire de l'électricité. Les promoteurs du projet ont pu lever des fonds sur le marché du carbone. Le soutien de la MIGA leur a permis d'obtenir des conditions financières plus intéressantes en atténuant tous les risques non commerciaux et certains risques liés au Protocole de Kyoto.

Les pays à revenu intermédiaire produisent 40 % des émissions mondiales de CO₂ provenant des combustibles fossiles. Ils doivent donc être largement associés aux efforts déployés dans le monde pour faire face au changement climatique à côté des pays développés, qui sont responsables de la majorité des émissions. En Chine, où la MIGA a des opérations en cours, la protection de l'environnement fait l'objet de toutes les attentions. Le pays est en outre tenu d'atteindre certaines normes environnementales en tant que pays d'accueil des Jeux olympiques de 2008. L'un des grands objectifs fixés est de réduire la consommation d'énergie et le rejet des substances les plus polluantes, et d'augmenter le pourcentage d'énergie obtenu à partir de sources renouvelables.

Dans un contexte d'urbanisation et de développement économique rapides, le problème du traitement des déchets solides se fait de plus en plus aigu dans les grandes villes chinoises. La construction d'installations de traitement respectueuses de l'environnement est une priorité à Beijing, qui compte convertir 40 % de ses déchets en énergie d'ici 2010 et prévoit notamment dans cette optique de construire quatre usines de valorisation énergétique des déchets. La MIGA apporte son concours à la première de ces quatre usines.

Au cours de l'exercice 07, la MIGA a émis 25 millions de dollars de garanties pour soutenir l'investissement de Golden State Waste Management Corporation dans un projet de valorisation énergétique

des déchets à Beijing. Avec 11 % de capitaux publics, ce projet consiste en une installation de traitement des déchets solides et de production d'électricité qui desservira une population de 3 millions d'habitants. Après sa mise en service prévue en juillet 2008, l'usine pourra prendre en charge 15 % des ordures de la ville. Ce sera la plus grande usine d'incinération des déchets et de production d'électricité construite en Chine, pour un montant d'investissement estimé à 106,5 millions de dollars.

En dehors d'améliorer la qualité de l'air, de réduire les émissions de CO₂ et de limiter la superficie des décharges, le projet produira également de l'électricité. Bien que la quantité soit modeste, elle représente un complément important à l'énergie produite par les combustibles fossiles. Et le projet pourra servir d'exemple ailleurs afin que d'autres villes de Chine et du monde entier contribuent aussi à freiner le changement climatique en valorisant leurs ordures.

La MIGA travaille avec Golden State sur un portefeuille de projets en Chine, notamment un projet de recyclage à Beijing. À eux deux, ces projets soutenus par la MIGA vont traiter 40 % des déchets solides de la ville. La participation de la MIGA a achevé de rassurer les bailleurs de fonds internationaux intervenant dans le financement des projets, aidant ainsi à l'instauration d'un plus grand climat de confiance et facilitant la levée de fonds.

LE MONDE ARABE

Le monde arabe dispose de ressources énergétiques abondantes et a la capacité de s'intégrer à l'économie mondiale en dehors du secteur pétrolier. Mais les pays de cette région

La MIGA peut aider les pays du monde arabe à réduire leur dépendance excessive vis-à-vis des revenus pétroliers, tout en créant des emplois et en apportant une assistance aux investisseurs privés qui souhaitent mener des opérations à l'intérieur et à l'extérieur de la région.



sont confrontés à différents problèmes liés à la rareté de l'eau, au chômage, à la faible diversification économique, au manque de transparence de l'action publique et aux conflits.

Le Groupe de la Banque mondiale est à même d'appuyer les progrès de la région en favorisant une croissance largement répartie, en augmentant les opportunités commerciales, en améliorant la capacité des systèmes éducatifs à répondre aux besoins des marchés de l'emploi, et en créant

des environnements plus propices à l'esprit d'entreprise et à l'innovation. Dans cette optique, la MIGA s'emploie à faciliter les investissements susceptibles d'aider ces pays à réduire leur dépendance excessive vis-à-vis des revenus pétroliers, tout en créant des emplois et en apportant une aide aux investisseurs privés qui souhaitent mener des opérations à l'intérieur et à l'extérieur de la région.

Depuis 1988, la MIGA a émis près de 1 milliard de dollars de garanties au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, couvrant toute une gamme de secteurs. Le montant actuel de l'encours s'élève à 682 millions de dollars. Par ailleurs, la MIGA a émis quelque 881 millions de dollars de garanties au bénéfice d'entreprises et de banques basées dans la Région MENA et investissant dans des pays en développement en dehors du monde arabe.

La majorité des garanties de la MIGA dans la région (53 %) viennent soutenir des investissements dans l'infrastructure. En Jordanie, l'Agence intervient dans le premier projet de construction-exploitation-transfert et le premier partenariat public-privé en matière de financement et de gestion d'un projet d'infrastructure public. Ce projet porte sur la conception, la construction, l'exploitation, la maintenance et le financement d'une nouvelle usine d'épuration des eaux usées à As-Samra. La MIGA fournit une assurance à la fois pour l'investissement et pour une caution de bonne exécution.

Récemment, la MIGA a accordé une garantie destinée à des investissements pour un projet dans le secteur des services en Algérie. Le projet porte sur la privatisation de l'Entreprise publique économique de contrôle technique automobile, une entreprise publique créée en 2001 par le ministère des Transports pour procéder aux inspections obligatoires sur les véhicules en Algérie. L'investisseur a acquis une participation majoritaire dans l'entreprise en 2007 et est en train d'introduire des normes internationales en matière de sécurité des véhicules et des dispositifs d'inspection ultramodernes. Le soutien apporté à ce projet par la MIGA va dans le sens de la stratégie définie par la Banque mondiale pour l'industrie du transport.

Des projets comme ceux-là illustrent le rôle majeur que le secteur privé peut jouer en fournissant non seulement des services essentiels, mais aussi des emplois et du savoir-faire.

La finance islamique occupe une place grandissante à l'intérieur du secteur financier dans le monde arabe où elle se développe partout où existe une communauté musulmane importante. Au cours de l'exercice, la MIGA a adapté sa garantie d'investissement afin de couvrir un financement de projet conforme à la charia, et a émis sa première garantie respectueuse des principes de la charia.

Dans le cadre de ses priorités, l'Agence s'emploie également à soutenir les investisseurs de la région en leur proposant des garanties pour les investissements qu'ils réalisent à l'extérieur. C'est ainsi que des entreprises égyptiennes, israéliennes,

libanaises, tunisiennes, saoudiennes et émiriennes ont obtenu des garanties de la MIGA pour des investissements dans d'autres pays en développement.

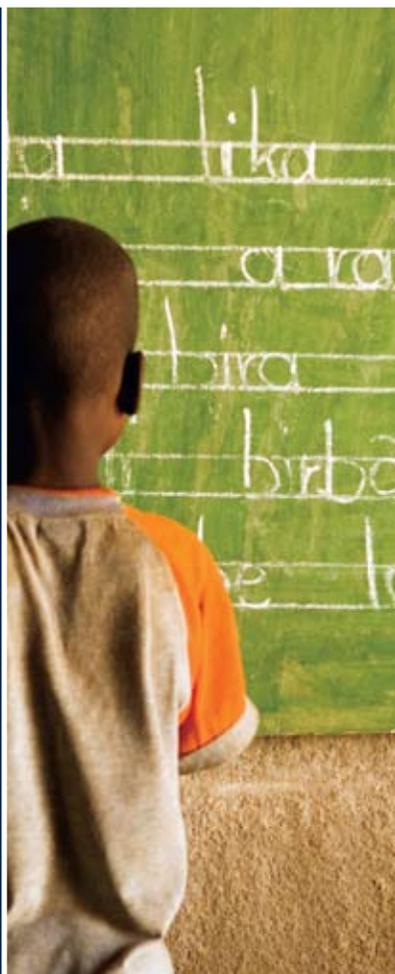
En 2006, la MIGA a émis 78 millions de dollars de couverture au profit de l'investisseur égyptien Orascom Telecom, afin de garantir sa prise de participation dans un projet de télécommunications au Bangladesh. Le projet concerne l'acquisition, l'exploitation et la maintenance d'un réseau national de téléphonie mobile basé sur la technologie GSM. Depuis le début des opérations, Orascom a modernisé le réseau, déployé rapidement de nouvelles infrastructures, mis en place un réseau de distribution et propose des services mobiles de haute qualité à des prix compétitifs. En soutenant ce projet, la MIGA aide le Gouvernement du Bangladesh à remédier à la pénurie aiguë de services téléphoniques fiables dans le pays. La MIGA a également soutenu un autre investissement d'Orascom au Pakistan, et elle administre le Fonds fiduciaire d'assurance des risques politiques pour la Cisjordanie et Gaza, qui fournit des garanties pour des investissements dans les Territoires palestiniens.

ACCUMULER DU SAVOIR ET LE PARTAGER

L'une des principales forces du Groupe de la Banque mondiale réside dans le réservoir de connaissances et d'expérience accumulé au fil des ans. Mieux l'exploiter pour obtenir davantage de résultats sur le front du développement : c'est ce que le Groupe de la Banque doit s'appliquer à faire.

La MIGA apporte des compétences intellectuelles de haut niveau au sein du Groupe de la Banque mondiale et plus largement auprès des communautés de l'assurance et de l'investissement sur les sujets touchant aux garanties, au risque politique et à l'investissement direct étranger.

Les services d'information en ligne constituent l'un des canaux par lesquels la MIGA apporte ces compétences. Les services en ligne — PRI-Center et FDI.net — fournissent des études, encouragent l'acquisition de connaissances et apportent des savoirs et des témoignages sur



l'IDE et l'assurance des risques politiques. Ces services s'inscrivent dans la politique globale du Groupe de la Banque mondiale en matière d'information et d'apprentissage, et sont aussi un moyen pour la MIGA d'établir des partenariats au sein des deux communautés.

Le PRI-Center (www.pri-center.com) fournit des informations sur le marché de l'assurance, notamment des analyses et des évaluations des risques politiques pour 160 pays, des études, des outils, des annuaires, des actualités et des annonces d'événement. Lancé en novembre 2006, le PRI-Center (centre d'information sur l'assurance des risques politiques) est le premier service web de son espèce, qui répond à une demande croissante d'information sur les possibilités d'atténuer les risques politiques ou non commerciaux associés à l'investissement dans les pays en développement. Ce site est une source de documentation inappréciable pour tous les utilisateurs cherchant à évaluer les risques des projets d'investissement — qu'il s'agisse de grandes sociétés de pays développés ou en développement, ou de petites et moyennes entreprises qui n'ont pas forcément les mêmes moyens en matière de gestion des risques.

Parmi les organismes d'aide au développement, la MIGA a pour objectif d'encourager l'IDE dans les pays qui en ont le plus besoin. L'une de ses principales missions est donc de veiller à ce que les investisseurs soient bien informés des opportunités d'investissement et de l'environnement

Les services d'information en ligne de la MIGA viennent appuyer la politique générale du Groupe de la Banque mondiale en matière d'information et d'apprentissage en fournissant des études, en encourageant l'acquisition de connaissances et en apportant des informations sur l'IDE et l'assurance des risques politiques.

des affaires dans les pays en développement. À cette fin, la MIGA héberge le site FDI.net (www.fdi.net), portail d'information des investisseurs qui compte quelque 25 000 utilisateurs inscrits. FDI.net combine des ressources publiques, des ressources provenant des entreprises, et des analyses du Groupe de la Banque mondiale, afin d'offrir aux utilisateurs un guichet unique pour obtenir toutes les informations dont les investisseurs ont habituellement besoin avant de s'aventurer dans un pays étranger. La MIGA est également le principal fournisseur de contenu du portail Development Gateway pour tout ce qui concerne l'IDE.

D'autre part, le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) intègre les services de promotion de l'investissement de la MIGA, ce qui permet au Groupe de la Banque mondiale d'aider les pays à mettre en place un environnement propice à l'investissement puis à en faire la promotion à partir d'une plateforme unique.

LES ENJEUX MONDIAUX DE DEMAIN

Il y a vingt ans, les fondateurs de la MIGA ont voulu compléter les activités du Groupe de la Banque mondiale par une entité chargée non plus de financer directement des projets mais d'en atténuer les risques politiques.

Aujourd'hui, la MIGA participe pleinement à la mission de lutte contre la pauvreté du Groupe de la Banque mondiale en assumant une tâche essentielle, qui consiste à encourager les investissements sur les marchés émergents négligés et à dissuader les parties en présence d'engager des actions risquant de compromettre le succès des projets.

L'Agence entend bien continuer à mener à bien sa tâche spécifique et à tirer parti de ses compétences spécialisées pour innover et trouver les meilleures solutions possibles afin d'aider ses clients à aborder les grands défis mondiaux auxquels ils sont confrontés.

Contacts

| | |
|---|---|
| Vice-président exécutif | Yukiko Omura |
| Directeur général | James P. Bond, jbond@worldbank.org |
| Directeur, Opérations | Edith Quintrell equintrell@worldbank.org |
| Directeur et Conseiller juridique, Affaires juridiques et indemnisations | Peter D. Cleary pcleary@worldbank.org |
| Directeur financier par intérim et Directeur, Finance et gestion des risques | Kevin Lu klu@worldbank.org |
| Économiste en chef et Directeur, Économie et politique générale | Frank J. Lysy flysy@worldbank.org |
| Directeur, Actions d'information et partenariats extérieurs | Moina Varkie mvarkie@worldbank.org |

GARANTIES

| | |
|---|--|
| Agro-industrie, industries manufacturières et services | Nabil Fawaz nfawaz@worldbank.org |
| Finances | Ileana Boza iboza@worldbank.org |
| Infrastructure | Elena P. Palei epalei@worldbank.org |
| Pétrole, gaz et industries extractives | Mamadou Barry mbarry2@worldbank.org |
| Réassurance | Marc Roex mroex@worldbank.org |
| Programme d'appui aux petits investissements | Hal G. Boshier hboshier@worldbank.org |

DEMANDES D'INFORMATION

| | |
|--|---|
| | Michael Durr migainquiry@worldbank.org |
|--|---|

Crédits photos

Arne Hoel, Ray Witlin, Michael Foley, Simone McCourtie, Deborah Campos, Michael Foley, Curt Carnemark (Groupe de la Banque mondiale) et Photodisk

MISSION DE LA MIGA

PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT

DIRECT ÉTRANGER DANS LES PAYS

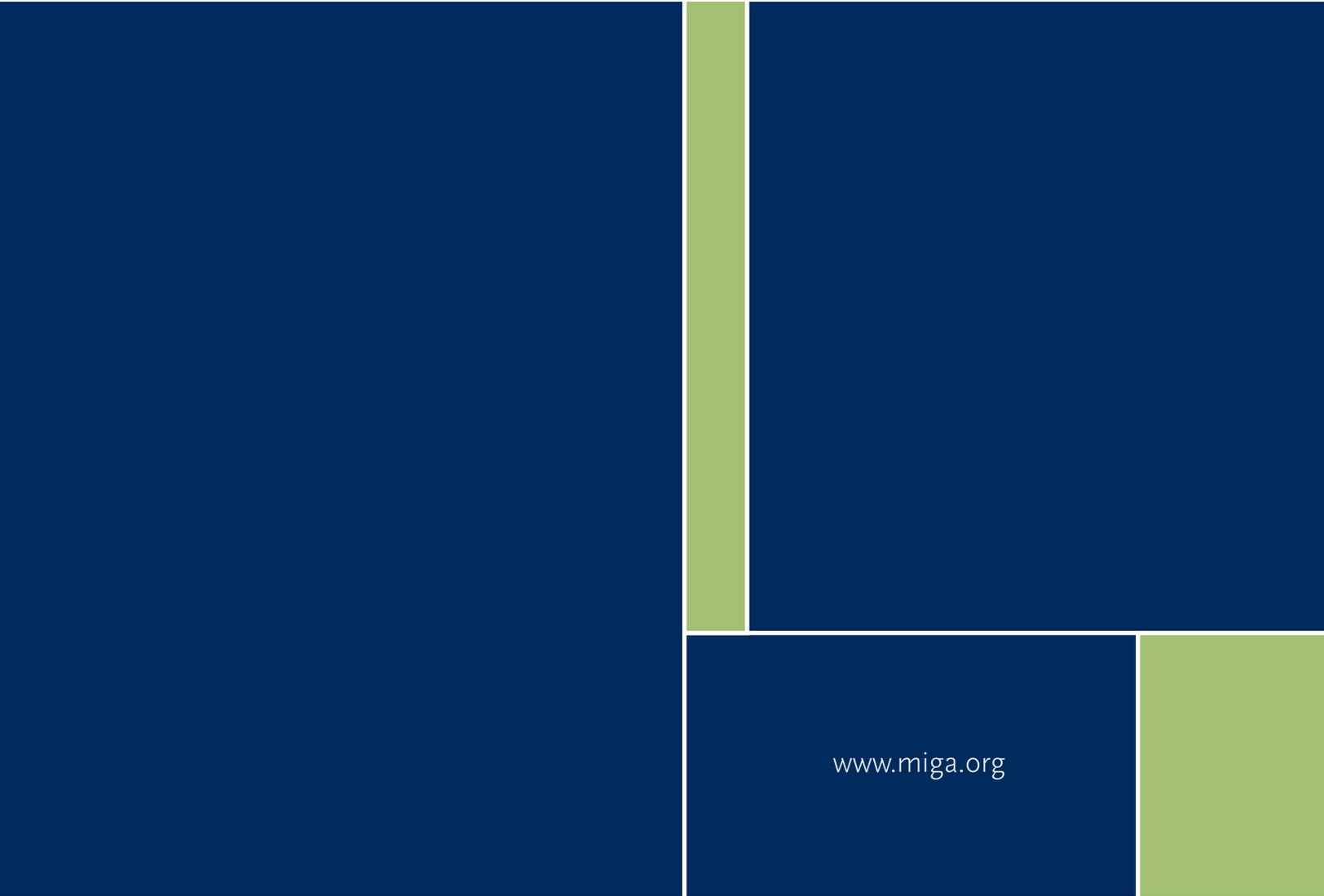
EN DÉVELOPPEMENT POUR FAVORISER

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE,

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET AMÉLIORER

LES CONDITIONS DE VIE

DES POPULATIONS.



www.miga.org

World Bank Group

Multilateral Investment Guarantee Agency
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA

t. 202.458.2538
f. 202.522.0316